

VERS UNE AFRIQUE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT ?



Table des matières

P. 3	Éditorial <ul style="list-style-type: none">• Une Afrique intelligente face au climat : exploiter la croissance et préserver les acquis• Les Comores et la Tanzanie remportent les prix AMCC+
P. 5	Avancées du climat <ul style="list-style-type: none">• Rwanda : L'impact à long terme de l'enregistrement foncier sur l'action climatique
P. 6	Études de cas <ul style="list-style-type: none">• Comores : Imagerie aérienne numérique : anticiper les risques liés au changement climatique• Tanzanie : Projet d'agriculture intelligente dans cinq écovillages
P. 8	Interviews <ul style="list-style-type: none">• Des côtes intelligentes face au climat à Maurice• Collecter des données pour réduire les émissions de GES en Ouganda
P. 10	Le baromètre de l'AMCC+ <ul style="list-style-type: none">• L'AMCC+ en Afrique• Soutien au développement intelligent face au climat
P. 13	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">• Transport : Solutions intelligentes face au climat : défis et pistes

CRÉDITS PHOTO

Couverture :	Paysage rwandais
Page 3 :	Planter des eucalyptus
Page 5 :	Titres fonciers du Rwanda
Page 6 :	Cartographie des risques dans les zones côtières © EU GCCA+ Comores
Page 7 :	Cultures résistantes à la sécheresse, comme le sorgho et le millet, projet EcoAct © EU GCCA+ Tanzanie
Page 8 :	Professeure Sunitha Facknath © EU GCCA+
Page 9 :	Aggrey Ntakimanye
Dos:	L'agriculture intelligente face au climat, © EU GCCA+ Ethiopie

Éditrice : Francesca Predazzi



Une Afrique intelligente face au climat : exploiter la croissance et préserver les acquis

Jane Wilkinson

« L'accès à l'électricité permet de cuisiner de manière plus respectueuse de l'environnement, d'allonger le nombre d'heures de clarté et d'utiliser des appareils pour se connecter au reste du monde. »



Alors que la croissance démographique ralentit dans le reste du monde, en Afrique, la vaste population, en plein essor dans ses tranches plus jeunes — 1,2 milliard d'habitants ont moins de 15 ans, selon le Rapport sur l'état de la population mondiale —, constitue un défi de taille pour un continent déjà confronté à une pléthore de déséquilibres majeurs comparé aux autres régions du monde.

L'Afrique possède une très large part des ressources naturelles mondiales. Le continent compte le pourcentage le plus élevé de terres arables au monde et est traversé par les deux fleuves respectivement le plus long et le plus large de la planète (le Nil et le Congo). La République démocratique du Congo abrite la deuxième plus grande forêt tropicale mondiale et, selon le Centre africain des ressources naturelles, la valeur ajoutée totale de son secteur de la pêche et de l'aquaculture est estimée à elle seule à 24 milliards de dollars. La Banque africaine de développement confirme en outre que l'Afrique détient environ 30 % de l'ensemble des richesses minières du continent.

Pourtant, 33 des 47 pays les moins avancés se situent en Afrique, une situation qui s'explique par la mauvaise gouvernance, des conflits antérieurs et actuels et un faible taux de développement. Quelque 70 % des habitants d'Afrique subsaharienne (sur)vivent de l'agriculture de subsistance. Cette région est aussi l'une des plus vulnérables à l'impact du changement climatique, en raison de sa situation géographique. Alors qu'on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne dans les principales villes du continent, des inégalités criantes subsistent. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE 2016), environ un habitant sur deux d'Afrique subsaharienne est raccordé à l'électricité et 890 millions utilisent encore des combustibles fossiles pour cuisiner.

Malgré tout, la croissance africaine étant désormais évidente, il y a lieu de mettre en place de nouveaux partenariats pour exploiter et diffuser à grande échelle les nouvelles technologies et des approches permettant de mobiliser le savoir-faire et les investissements, et de développer de nouvelles connaissances,

« L'Afrique a la possibilité d'abandonner le développement à forte intensité de consommation de carbone des XIX et XX^e siècle(s) grâce à des décisions politiques et des partenariats qui privilégient l'énergie propre. »

« Dans le cadre de l'AMCC+, son initiative-phare, l'Union européenne noue des partenariats avec des pays africains afin de déployer sur le continent des mesures climato-intelligentes dans divers secteurs. »

sous peine de voir anéantis les acquis engrangés au cours de ces trente dernières années. Dans le cadre de l'AMCC+, son initiative-phare, l'Union européenne noue des partenariats avec les pays africains afin de déployer sur le continent des mesures climato-intelligentes dans divers secteurs. Et surtout, l'appui de l'AMCC+ repose sur une approche dite « à triple enjeu », qui poursuit simultanément l'amélioration des moyens de subsistance, l'inclusion sociale et le développement durable sur le plan de l'environnement.

La Conférence régionale africaine de l'AMCC+ « Une Afrique intelligente face au climat : exploiter la croissance et préserver les acquis », organisée à Kigali en octobre 2019, a mis en évidence les succès engrangés par l'AMCC+ aux quatre coins du continent. Dans ce numéro de la Revue de l'AMCC+, nous vous faisons découvrir toute une série d'exemples inspirants d'actions qui ont pu être déployées dans des pays d'Afrique grâce au soutien de l'Alliance. Ainsi, au Rwanda, un programme de réforme du régime foncier stimule la gestion durable des terres, tout en donnant aux petits agriculteurs les moyens d'avoir accès à des prêts d'un faible montant, ce qui leur était jusqu'ici impossible. En Tanzanie, des approches climato-intelligentes sont testées à l'échelle pilote dans des écovillages. À Maurice, ce sont les côtes qui bénéficient

de l'approche climato-intelligente. Enfin, en Ouganda, la collecte de données est utilisée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans ce numéro, nous nous penchons aussi sur de nouveaux défis, notamment la demande accrue de solutions de mobilité, liée à l'augmentation de la prospérité, une évolution qui pourrait se traduire par l'arrivée de millions de véhicules sur des routes neuves. Nous nous posons ainsi la question de la conception des futurs systèmes de transport sur le continent.

Le manque d'accès à l'énergie qui pénalise tant d'Africains représente sans doute le défi numéro un dans la lutte contre la pauvreté tout en offrant de formidables perspectives. L'accès à l'électricité permet de cuisiner de manière plus respectueuse de l'environnement, d'allonger le nombre d'heures de clarté et d'utiliser des appareils pour se connecter au reste du monde. L'Afrique a la possibilité d'abandonner le développement à forte intensité de consommation de carbone des XIX et XX^e siècles grâce à des décisions politiques et des partenariats qui privilégient l'énergie propre et évitent des millions de tonnes d'émissions. L'AMCC+ est prête à soutenir les pays africains dans leurs efforts de prospérité en mettant l'accent sur un développement durable et respectueux de l'environnement.

Les Comores et la Tanzanie remportent les prix AMCC+

Le Prix de la communication de l'AMCC+ a été décerné aux Comores pour ses activités de sensibilisation à travers sept courts métrages et une bande dessinée mettant en scène une famille comorienne typique. Ces vidéos s'inscrivent dans le cadre d'une campagne publicitaire à plus grande échelle diffusée à la radio, sur internet et dans la presse locale », a déclaré Mohammed Ali Mlazahane, directeur du projet de l'AMCC+ aux Comores. « Nous souhaitons aider les gens à faire le lien entre leurs activités quotidiennes et le changement climatique, car beaucoup ne comprennent pas vraiment ce phénomène ni son rapport avec les faits et gestes de tous les jours. » En octroyant ce prix, l'AMCC+ reconnaît l'importance croissante de la sensibilisation dans la lutte contre le changement climatique.

La Tanzanie a quant à elle remporté le Prix du meilleur stand de la Market Place, pour son stand présentant des produits en cuir faits main au design attrayant, notamment des ballons de football et des sacs à main très tendance. « Les communautés ont déjà adopté des activités qui renforcent la résilience et l'adaptation au changement climatique. Elles conçoivent désormais des produits en cuir qui leur offrent une source alternative de revenus », a déclaré Francis B.Njau, coordinateur du projet EcoACT de l'AMCC+ en Tanzanie. Les articles sont fabriqués principalement par des groupes de femmes et de jeunes, qui bénéficient de la création d'une tannerie dans le village d'Idifu, près de la capitale tanzanienne Dodoma.

www.gcca.eu

GCCA+ Regional Conference Climate Smart Africa Harnessing Growth and Protecting the Gains
Kigali Convention Centre, Rwanda
15-18 October 2019



GCCA+ 

www.gcca.eu
#gccaplus

GCCA+ Regional Conference Climate Smart Africa Harnessing Growth and Protecting the Gains
Kigali Convention Centre, Rwanda
15-18 October 2019



GCCA+ 

www.gcca.eu
#gccaplus

Avancées du climat

Rwanda : l'impact à long terme de l'enregistrement foncier sur l'action climatique



« Lorsque leur propriété foncière est attestée et qu'ils s'approprient ainsi vraiment leurs terres, les agriculteurs sont plus enclins à investir dans leur protection. »

« Le Rwanda se classe actuellement deuxième en termes d'enregistrement des biens fonciers. Au total, 11,4 millions de parcelles ont déjà été enregistrées dans le registre foncier électronique rwandais. »

« Soutenir l'enregistrement foncier en Afrique est une initiative payante.

La Tanzanie et la Zambie ont déjà pris des mesures en vue de lancer un programme similaire à celui introduit au Rwanda. »

L'étude de cas du Rwanda s'inscrit parfaitement dans le plaidoyer de l'AMCC en faveur de l'enregistrement foncier en Afrique. Le Programme de régularisation des titres de propriété foncière (*Land Tenure Regularisation Programme*, LTRP) a véritablement un impact durable sur l'adaptation au changement climatique des propriétaires fonciers et sur l'atténuation de ce phénomène. Le Rwanda se classe actuellement deuxième dans le domaine de l'enregistrement des biens fonciers (Rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale).

Lorsque leur propriété foncière est attestée et qu'ils s'approprient ainsi vraiment leurs terres, les agriculteurs sont plus enclins à investir dans leur protection. Ils peuvent alors suggérer des mesures d'atténuation et d'adaptation, comme la plantation d'arbres, la lutte contre l'érosion à l'aide de tranchées et de terrasses. Ils ont aussi désormais accès au financement puisqu'ils peuvent utiliser leurs terres comme garanties.

À la fin de 2014, 10,67 millions de parcelles avaient été délimitées et 8,6 millions de titres fonciers délivrés à des propriétaires fonciers, au prix de 6 USD. Ce résultat, obtenu sur une période de cinq ans, a été réalisé grâce au LTRP, un programme à hauteur de 70 millions de dollars, dont 4 millions d'euros financés par la Commission européenne au titre de l'AMCC+.

Les données issues d'une zone pilote au Rwanda ont révélé que les ménages disposant d'un titre foncier grâce au LTRP avaient près de 10 % de probabilités de plus d'investir (ou de continuer à investir) dans la conservation des sols, notamment dans des structures telles que les digues, les terrasses et les barrages de retenue.

L'initiative a démarré en 2000, lorsque le gouvernement rwandais a adopté sa Vision 2020, qui a pour objectif de faire du Rwanda un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2020. À cette fin, de nombreuses réformes s'imposaient dans tous les secteurs, en particulier dans celui de l'environnement et des biens fonciers.



En 2004, le gouvernement a promulgué deux politiques majeures : la politique nationale de l'environnement et la politique nationale foncière. Elles prévoyaient des réformes réglementaires et institutionnelles et ont été assorties de programmes axés sur la protection et la conservation de l'environnement ainsi que de mesures visant à faire face au changement climatique, la priorité étant donnée au lancement d'une stratégie de croissance verte.

En 2008, une feuille de route stratégique pour la réforme du régime foncier a été élaborée, expliquant comment mettre en œuvre le programme de régularisation des titres fonciers grâce à l'enregistrement systématique de toutes les parcelles du pays, les activités allant de la délimitation des parcelles au moyen de cartes orthophotographiques aériennes à la délivrance de titres fonciers sur papier. Les communautés, en particulier de nombreuses femmes, ont été étroitement associées à ce processus.

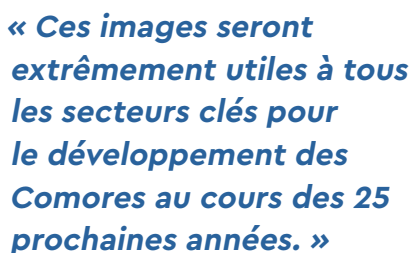
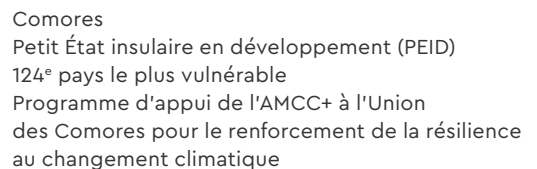
Un système moderne d'information sur l'administration foncière (*Land Administration Information System*, LAIS) fait aujourd'hui office de registre foncier électronique. Au total, 11,4 millions de parcelles ont déjà été enregistrées. Ce système permet le traitement/l'enregistrement de toutes les transactions foncières. Il soutient également d'autres services tels que les services bancaires — pour l'enregistrement en ligne des hypothèques —, le système d'identification national, un système de permis de bâtir, la collecte des impôts, etc.

Le soutien à la sécurité foncière, la régularisation des titres fonciers et l'enregistrement des terres sont des initiatives payantes en Afrique. En effet, l'investissement dans des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique par les propriétaires fonciers peut avoir un impact à long terme. La Tanzanie et la Zambie ont déjà pris des mesures en vue de lancer un programme similaire à celui introduit au Rwanda.

Didier Sagashya

Didier Sagashya, ingénieur, était le directeur général adjoint en charge des terres et de la cartographie au sein de l'Office des ressources naturelles du Rwanda pendant la mise en œuvre du programme de régularisation foncière. Il travaille actuellement comme consultant indépendant.

Comores — Imagerie aérienne numérique : anticiper les risques liés au changement climatique



Pour éviter que les utilisateurs potentiels aient à introduire une demande d'accès auprès des institutions qui conservent ces images, celles-ci ont été délibérément publiées en format *open source*. Les nouvelles cartes des risques pourraient jouer un rôle essentiel dans l'appui aux efforts nationaux de planification et d'amélioration de la gestion des risques de catastrophe.

Chef d'équipe de l'AMCC+ aux Comores

Étude de cas

Tanzanie — Projet d'agriculture intelligente dans cinq écovillages



Pays :
Type :
Vulnérabilité (IRC) :
Projet AMCC+ :

Tanzanie
Pays les moins avancés (PMA)
90^e pays le plus vulnérable
Alliance mondiale pour le changement climatique en Tanzanie



« Cinq projets d'écovillages situés dans différentes zones agro-écologiques de Tanzanie ont été lancés dans le but de renforcer la résilience face au changement climatique et de réduire la pauvreté. »

« Mais à elle seule, l'agriculture climato-intelligente ne suffit pas. Les activités génératrices de revenus sont également essentielles pour renforcer la résilience au changement climatique. »

Qu'entend-on par « intelligence face au climat en Afrique » ? Dans le cadre du projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) en Tanzanie, financé par l'UE, une approche d'écovillage a été mise en œuvre en deux phases (2010–2013 et 2015–2019). L'objectif général est ici d'aider les communautés à devenir « climato-intelligentes » dans un contexte marqué par des précipitations de plus en plus irrégulières et imprévisibles. À cette fin, de nombreuses et diverses mesures climato-intelligentes ont été introduites, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Le projet visait également à inciter les communautés à limiter leur dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale et à se lancer dans d'autres activités génératrices de revenus, notamment la création de petites entreprises respectueuses de l'environnement.

Cinq projets d'écovillages situés dans différentes zones agro-écologiques de Tanzanie ont été lancés dans le but de renforcer la résilience face au changement climatique et de réduire la pauvreté au sein des communautés. De très nombreuses activités y ont été organisées : formation des agriculteurs à la conservation de l'eau et la prévention de l'érosion des sols par l'aménagement de terrasses dans les exploitations en pente, à utilisation d'engrais biologiques (par exemple le lisier de ferme), à la rotation des cultures, aux cultures intercalaires, à la construction de fourneaux économes en énergie, à la gestion des ressources naturelles et au respect de la réglementation sur la conservation des ressources en eau, entre autres.

Toutefois, étant donné la diversité des paysages (régions semi-arides, forêts tropicales, petites îles et steppe masai) et les participants au projet (agriculteurs et éleveurs), chaque projet a engrangé des résultats uniques et donc différents. « L'agriculture climato-intelligente se fonde sur une approche intégrée qui, en définitive, contribue à améliorer la sécurité

alimentaire dans le contexte du changement climatique, » a déclaré Sylvester Mziray, responsable adjoint de l'agriculture dans le district de Muheza qui a coopéré au projet à East Usambara, dans l'est de la Tanzanie.

M. Mziray a promu les « cultures à croissance rapide », notamment le maïs et les haricots qui sont résistants aux ravageurs et aux maladies et jouent ainsi un rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ces cultures sont associées aux girofliers et aux cannelliers. Le poivrier noir est utilisé ici comme culture intercalaire, tandis que la cardamome, qui a besoin d'énormément d'ombre, est cultivée sous les arbres. Cette approche intégrée permet de créer les puits de carbone nécessaires à la protection de l'environnement. Les agriculteurs ont également été formés à la manipulation post-récolte et utilisent désormais des sacs de conservation, et non des produits chimiques, pour stocker en toute sécurité les récoltes pendant trois à cinq ans. Ils peuvent ainsi se préparer à de futures sécheresses.

« Mais à elle seule, l'agriculture climato-intelligente ne suffit pas. L'expérience de l'AMCC en Tanzanie a montré qu'en cas de sécheresse extrême, même les semences tolérantes à la sécheresse et les autres pratiques agricoles intelligentes ne garantiront pas des rendements suffisants. D'autres mesures sont donc nécessaires pour aider les ménages à réduire leur dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, » a expliqué Joss Swennenhuis, expert de l'AMCC en Tanzanie. Les activités génératrices de revenus, notamment le tannage du cuir, l'élevage et l'apiculture, et la création de groupes villageois d'épargne et de prêt pour la création de petites entreprises sont également essentielles pour renforcer la résilience des habitants au changement climatique et faire de leurs villages des écovillages climato-intelligents.

Joanna Martin

Expert en visibilité et communication, AMCC en Tanzanie

Entretien

Des côtes intelligentes face au climat à Maurice

Entretien avec le Dr Sunita Facknath, professeure d'agriculture durable et doyenne de la Faculté d'agriculture de l'Université de Maurice.

Avec une population d'environ 1,2 million d'habitants (2017), Maurice dépend largement des intrants agricoles externes, comme les engrais et les produits chimiques, ainsi que des systèmes d'irrigation sophistiqués, et ce contrairement à la plupart des régions d'Afrique. C'est ce qu'explique Sunita Facknath qui se consacre depuis 20 ans à l'étude des enjeux du changement climatique pour le secteur agricole.

Pourquoi le soutien de l'AMCC+ à l'île Maurice est-il « intelligent face au climat » ?

Maurice est un petit État insulaire en développement (PEID) bénéficiaire du programme phare de l'UE – l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) – qui vise à aider les agriculteurs à abandonner les pratiques agricoles non durables au profit de pratiques intelligentes face au climat ou « climato-intelligentes », un terme lancé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2010 lors de la Conférence de La Haye sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Le projet à Maurice dispense aux agriculteurs des zones côtières une série de formations pour les aider à limiter l'impact environnemental de l'agriculture sur les côtes du pays.

Quels sont les principaux problèmes sur les côtes mauriciennes ?

Les agriculteurs des régions côtières utilisent énormément de substances agrochimiques, d'engrais et de pesticides. Tous ces produits chimiques s'infiltrent à travers le sable. La dissolution de ces produits dans la mer (« lixiviation ») qui en résulte frappe de plein fouet le secteur touristique. Les produits agrochimiques utilisés par les agriculteurs sont en outre à l'origine d'un phénomène d'eutrophisation ou de prolifération des algues — l'excès de sel dans l'eau produit une odeur nauséabonde, une autre plaie pour l'industrie du tourisme, comme vous pouvez l'imaginer.

Alors, quelle est la solution ?

Grâce aux formations dispensées dans le cadre du projet, les agriculteurs apprennent à utiliser du compost et à ajouter une couche de paillis sur leurs terres, au lieu d'épandre des engrais chimiques. Dans le contexte, il faut associer solutions technologiques et naturelles/écologiques. C'est là une approche essentielle à mes yeux pour assurer la survie de la planète et le développement de communautés prospères. Lorsqu'on ajoute une couche de paillis ou même de la paille provenant de débris de la saison de culture précédente, les nutriments ne pénètrent pas dans l'eau via le sable. Des techniques comme le paillage et le compostage permettent au sol de retenir davantage d'eau et de nutriments, qui s'évaporent habituellement lorsqu'on utilise des produits chimiques.

Comment les connaissances acquises seront-elles conservées ?

Depuis un an, le projet forme les petits agriculteurs de la région à l'utilisation de techniques agricoles climato-intelligentes pour améliorer leur production et minimiser la dégradation de l'environnement sur les côtes. Un volet important du projet concerne la production d'un manuel que les agriculteurs locaux pourront consulter même une fois le projet terminé. L'objectif est également d'identifier les acteurs locaux qui deviendront des agents du changement au sein de leur communauté, au terme d'une formation pratique.



Tracy Keza

Climate Trackers, Rwanda

Entretien

Collecter des données pour réduire les émissions de GES en Ouganda

Entretien avec Aggrey Ntakimanye, conseiller technique en charge de la surveillance, de la notification et de la vérification (MRV) dans les districts du nord de l'Ouganda.

À l'horizon 2040, l'Ouganda entend devenir un pays à revenu intermédiaire en encourageant la réduction des émissions de carbone et l'adoption de pratiques climato-intelligentes par les agriculteurs. Selon la Banque mondiale (2019), le changement climatique constitue l'une des principales entraves au développement de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. C'est le cas en Ouganda, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire et de la santé des habitants. Ce phénomène frappe de plein fouet les communautés dont la production agricole est tributaire des ressources naturelles, et est menacée par des précipitations de plus en plus irrégulières, des inondations, des glissements de terrain et l'utilisation accrue de pesticides. Aggrey Ntakimanye est le conseiller technique de l'AMCC+ en Ouganda.

Quel est l'objectif du projet de l'AMCC+ en Ouganda ?

Ce projet en Ouganda financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) a pour objectif premier de protéger l'environnement par le biais d'actions axées à la fois sur l'atténuation du changement climatique et sur la formation à la collecte de données dans le nord du pays. Nous voulons ainsi améliorer la capacité des dirigeants locaux à recueillir des données sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine agricole. À cette fin, le projet identifie et forme 25 000 agriculteurs regroupés au sein de coopératives pour en faire des agents du changement dans leurs communautés respectives. Les données collectées auprès de ces agriculteurs soutiendront les actions locales pour la mise en œuvre de stratégies de réduction des émissions de GES en Ouganda et aideront le pays à atteindre sa contribution déterminée au niveau national (CDN).

L'agriculture est-elle un secteur économique clé pour l'Ouganda ?

Selon ReliefWeb (2019), l'agriculture contribue à concurrence de plus de 25 % au produit intérieur brut et il emploie plus de 70 % de la population. Pour réaliser sa CDN, l'Ouganda doit donc s'employer, entre autres, à réduire les émissions de GES résultant de l'utilisation de pratiques agricoles non durables qui font de plus en plus pression sur les ressources naturelles. Notre projet met spécifiquement l'accent sur le secteur agricole, par le biais d'activités de suivi des émissions, mais aussi en recueillant des données que nous pouvons utiliser pour promouvoir des pratiques agricoles climato-intelligentes.

L'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat nécessite de relever des défis spécifiques, en particulier en termes de ressources humaines et de développement des capacités. Il faut en effet former le personnel des administrations locales des districts aux techniques de collecte de données primaires et secondaires. Lorsqu'un système efficace de données sera en place, nous envisageons d'étendre ces activités et ces procédures à toutes les communautés locales du pays. Le service en charge de la lutte contre le changement climatique pourra ainsi recueillir et évaluer plus efficacement les données.

Quel est le rôle de la MRV ?

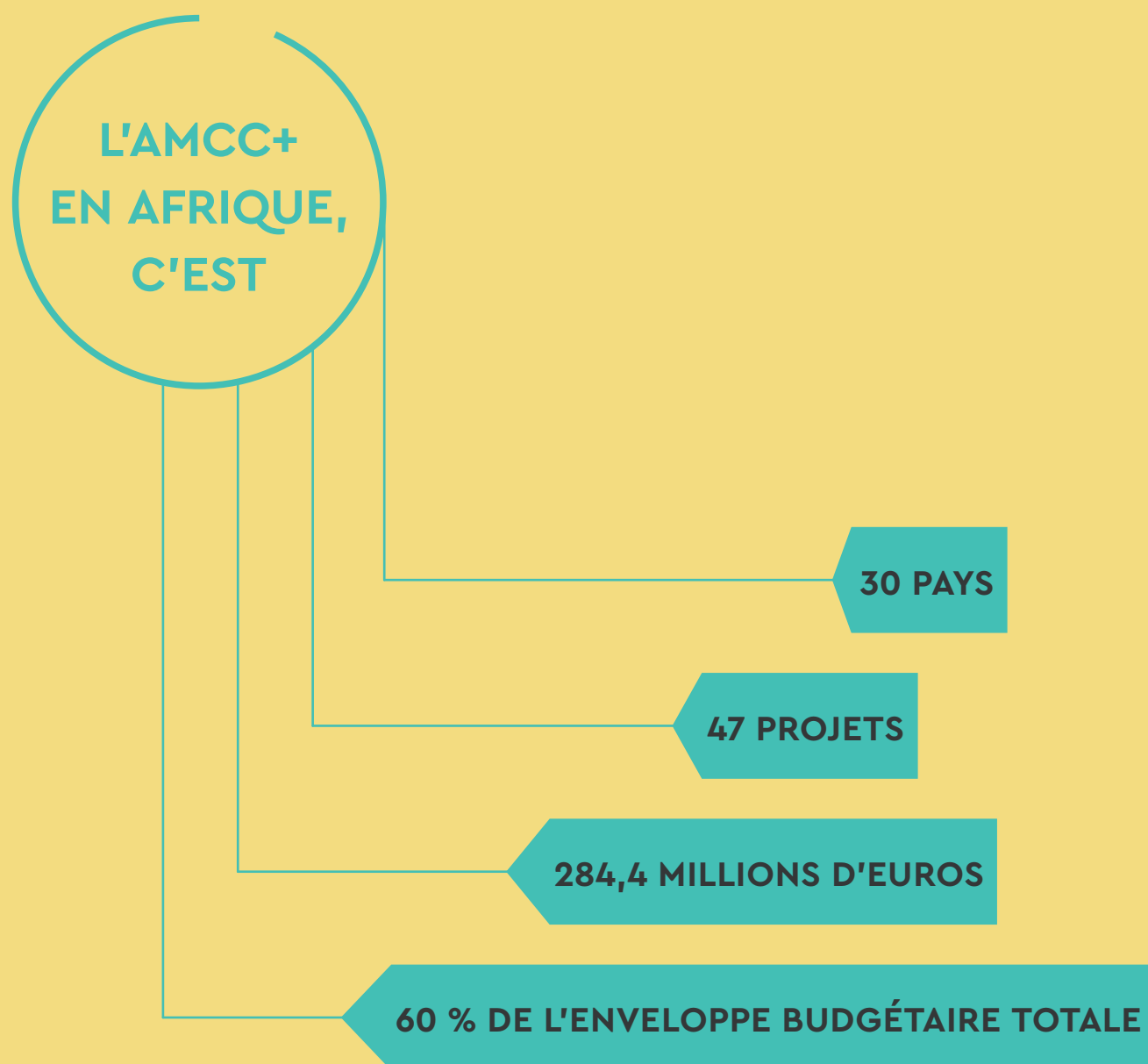
Le concept de surveillance, notification et vérification (MRV) a été lancé dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Il impose à tous les bénéficiaires de l'aide financière de l'UE de soutenir des actions de lutte contre le changement climatique. Ce projet a notamment pour ambition de réduire les émissions de GES dans l'atmosphère, en particulier les GES d'origine agricole. Nous avons également comme objectif de faire en sorte que les agriculteurs locaux puissent adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Bien que ce projet en soit encore à ses débuts et que l'accent soit mis à ce stade sur le recrutement et la formation d'agents locaux, la phase actuelle permet déjà de créer une base de données que les parties prenantes des districts du nord de l'Ouganda peuvent consulter.



Tracy Keza

Climate Trackers, Rwanda

LE BAROMÈTRE DE L'AMCC+





























CARTE DES PAYS AFRICAINS DE L'AMCC+



BÉNIN, BURKINA FASO, CAMEROUN, CAP-VERT, CÔTE D'IVOIRE, COMORES, DJIBOUTI, ÉTHIOPIE, GAMBIE, GHANA, GUINÉE-BISSAU, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALI, MALAWI, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGER, NIGERIA, OUGANDA, RWANDA, SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOUDAN, TANZANIE, TCHAD, TOGO

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT INTELLIGENT FACE AU CLIMAT

Projets	ACTION	Pourcentage du portefeuille Afrique
 47	RENFORCEMENT CIBLÉ DES CAPACITÉS PAR LE BIAIS DE LA FORMATION ET DU RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	100 
 27	APPUI À L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	57 
 26	APPUI AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	55 
 24	APPUI À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES SPÉCIFIQUES	51 
 22	PROMOTION DE L'AGRICULTURE, DE LA CULTURE MARAÎCHÈRE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE CLIMATO-INTELLIGENTS	47 
 19	APPROCHES ÉCOSYSTÉMIQUES ET GESTION APPROPRIÉE DES RESSOURCES NATURELLES	40 
 17	PROMOTION DE MOYENS D'EXISTENCE GÉNÉRATEURS DE REVENUS ET RÉSILIENTS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	36 
 17	APPUI AUX INITIATIVES DE REBOISEMENT ET DE CRÉATION DE FORÊTS À GRANDE ÉCHELLE	36 
 16	APPUI À LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET PROPRES ET À L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	34 
 14	MESURES DE GESTION DE L'EAU	30 
 8	APPUI AU DÉVELOPPEMENT CLIMATO-INTELLIGENT GRÂCE À LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	17 
 11	APPUI À LA GOUVERNANCE, À LA GESTION ET À LA CONSERVATION DES FORÊTS	23 
 5	APPUI À L'ATTÉNUATION DU CC PAR LE BIAIS DE PROGRAMMES DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES	11 



Les meilleures pratiques

Transport : Solutions intelligentes face au climat — défis et pistes

En 2018, le secteur des transports était responsable de 24 % des émissions directes de CO₂ dans le monde, résultant de la combustion de carburant (Agence internationale de l'énergie — AIE — Rapport 2019). Comment la mobilité évolue-t-elle en Afrique, continent dont la croissance démographique de certaines populations et les taux d'urbanisation sont parmi les plus rapides au monde ? Voit-on émerger et se développer un secteur des transports écologiques dans les pays africains ? Et quels sont les facteurs qui encouragent cette transition ? Si certaines approches commencent à porter leurs fruits, les choses évoluent de manière très différente dans les 54 pays d'Afrique.

L'écologisation du secteur des transports présente bien d'autres avantages que l'atténuation du changement climatique, par exemple l'amélioration de la santé publique et de la sécurité ou les gains de productivité résultant de systèmes de transport plus performants. Forte d'un champ d'action étendu, l'AMCC+ peut offrir un soutien technique aux pays partenaires et les aider ainsi à mettre en place des systèmes de transport écologiques et à prendre des mesures pour réduire considérablement les émissions de GES par unité, alors même que demande de mobilité est en hausse constante.

Le Rapport spécial 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a souligné la nécessité de prendre d'urgence des mesures vigoureuses dans ce domaine, et ce pour tous les modes de transport. Certaines villes de l'UE, comme Berlin, Paris, Madrid et Athènes, déploient actuellement diverses solutions pour lutter contre les émissions liées aux transports. Le contexte est toutefois fondamentalement différent en Afrique. Dès lors, comment reproduire et transposer sur ce continent des solutions de transport climato-intelligentes qui ont déjà fait leurs preuves ailleurs. Il ne faut pas oublier

les voitures interdites dans l'UE continuent d'y circuler en nombre sur les routes, que l'insécurité routière y est telle que le danger est omniprésent et que de nombreux ménages n'ont pas les moyens d'utiliser les transports publics et n'ont donc d'autre choix que de se déplacer avec de vieux véhicules polluants.

De nombreuses stratégies pourraient être élaborées dans le futur pour promouvoir des villes et des communautés durables sur le plan de l'environnement. La réduction des émissions de noir de carbone et d'autres particules polluantes et l'amélioration de l'accès de tous les groupes sociaux aux transports sont autant de mesures essentielles qui pourraient véritablement contribuer à la lutte contre la pauvreté et une meilleure qualité de vie.

Les États africains les plus développés montrent déjà l'exemple. L'Afrique du Sud prend des mesures concrètes comme l'abandon du transport routier des marchandises au profit du transport ferroviaire. Selon le ministère sud-africain des affaires environnementales, cette mesure devrait permettre d'économiser près de 3 000 kt d'équivalent CO₂ à l'horizon 2050 (0,66 % du potentiel total d'atténuation). Certaines villes d'Afrique de l'Est ont commencé à envisager comment étendre à toute la région des solutions de transport public durable. Dar es-Salaam, par exemple, a mis en place un excellent système de transport rapide par autobus (*bus rapid transit*, BTR) auquel environ 200 000 passagers ont recours chaque jour.

Aux quatre coins du continent, les villes, en particulier, peuvent jouer un rôle moteur en favorisant le passage à des systèmes de transport écologiques. Les pays intéressés sont invités à contacter leur délégation de l'UE pour demander un soutien de l'AMCC+ afin de réduire leurs émissions liées au transport au niveau national et régional.

« Comment la mobilité évolue-t-elle en Afrique, continent dont la croissance démographique de certaines populations et les taux d'urbanisation sont parmi les plus rapides au monde ? »

« La réduction des émissions de noir de carbone et d'autres particules polluantes et l'amélioration de l'accès de tous les groupes sociaux aux transports sont autant de mesures essentielles qui pourraient véritablement contribuer à la lutte contre la pauvreté et une meilleure qualité de vie. »

« Les pays intéressés sont invités à contacter leur délégation de l'UE pour demander un soutien de l'UE afin de réduire leurs émissions liées au transport au niveau national et régional. »

Monica Bonfanti

À PROPOS DE L'AMCC+

L'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+)** est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, de portée internationale, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu

CLIMATE SMART AGRICULTURE

CLIMATE CHANGE SOLUTIONS

Adaptation and resilience

